

# PARTENARIAT AFRIQUE-UNION EUROPEENNE 2002-2005)

Par : Francis Daniel BOUGAIRE

► **Directeur Général de l'Inventaire des Ressources Hydrauliques.**

Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques / BURKINA FASO.

► **Membre AMCOW/TAC et CTE/UCRE-CEDEAO \* Président du CTBV.**

L'Union Européenne (UE) a lancé à Johannesburg en 2002 lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable (SMDD), une Initiative intitulée « L'eau pour la vie », dans le but de faire émerger l'eau comme un secteur prioritaire afin de contribuer à la réalisation accélérée des objectifs du millénaire pour le développement.

Un accord de partenariat stratégique a été signé entre l'Union Africaine et l'UE au cours du lancement de l'Initiative. Sa mise en œuvre en Afrique est pilotée par le Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau (AMCOW).

Depuis septembre 2002 jusqu'à la date présente (août 2005), soit sur trois années consécutives, toutes les sessions de AMCOW (Comité Consultatif Technique, Comité Exécutif et sessions plénières) ont abordé sans discontinuité le sujet de la mise en œuvre de ce partenariat Europe- Afrique !

## **CONSTATS DU COTE AFRICAIN**

Lors de la dernière session du Comité Exécutif de AMCOW tenue les 29 et 30 juin 2005 à Addis Abéba, la déception et le trouble ont traversé les travaux par l'interrogation suivante : **qu'est-ce que ce partenariat a réalisé concrètement au bout de trois bonnes années de mise en route ?** Le constat unanime établi est que rien de concret n'a été fait sur le terrain au sens de l'atténuation des problèmes d'eau des populations africaines.

L'autre constat est que, dans le cadre de ce partenariat, beaucoup de rencontres, de discours et d'études ont été faits durant ces trois années sans qu'ils aient abouti à la mise à disposition effective de financements pour la réalisation de projets salvateurs.

Ce tableau non reluisant de la situation vue d'Afrique, s'explique par la grande acuité des problèmes d'eau et les besoins financiers urgents qui sont nécessaires pour y faire face.

## **QUESTIONS DE FOND**

### *CONTENU DE CE PARTENARIAT*

L'Initiative Européenne Eau pour l'Afrique comprend cinq composantes dont deux sectorielles (gestion intégrée des ressources en eau et accès à l'eau potable et assainissement) et trois transversales (financement pour l'accès à l'eau, recherche et monitoring).

Pour les composantes "recherche" et "monitoring", nous ne disposons presque d'aucune information sur leur contenu concret.

Pour la composante GIRE, il est annoncé pour avant mi-2006, la mise à disposition des financements pour la réalisation des actions définies. Ce délai sera-t-il tenu ?

Pour la composante "accès à l'eau potable et assainissement", dix pays ont été sélectionnés et les processus de dialogue interne ont débuté. Vont-ils déboucher rapidement sur des programmes d'investissement ? **Telle est la question pendante pour l'Afrique !**

Au total, si les thèmes des composantes répondent tous à des préoccupations à divers degrés, il est à noter que du côté africain, il y a manque d'information et beaucoup d'insatisfaction à la fois sur les contenus concrets et le financement de certaines d'entre elles.

#### *MODALITES DE MISE EN ŒUVRE*

L'Initiative Européenne Eau pour l'Afrique a été lancée en 2002 sans disposition préalable ni d'un organe précis de pilotage, ni d'une procédure claire de mise en œuvre, dans un esprit de partenariat ! Aussi, a-t-on assisté à un long processus de tâtonnements, de recherche, pour aboutir à des outils de management.

Du côté africain, AMCOW qui a la responsabilité politique de ce partenariat dispose :  
 -d'un comité consultatif technique (CCT) pour le traitement des dossiers y relatifs ;  
 -des sessions du conseil des ministres (et de son comité exécutif entre deux sessions) pour prendre des décisions sur les dossiers instruits par le CCT.

C'est dans le cadre de ces deux instances que les partenaires africains (financiers, techniques, organismes spécialisés, société civile, NEPAD, etc.) participent au processus de cette Initiative.

Du côté européen, outre la Commission même à Bruxelles, il y a par composante, un pays désigné pour le pilotage. Du reste, l'appréciation de ce côté n'est pas de notre ressort.

Le PARTENARIAT sur le pilotage de cette Initiative est établi à travers la participation de l'Europe aux instances techniques et de décision de l'AMCOW et par des groupes de travail mixtes (UE-AMCOW), soit un groupe par composante. A notre connaissance, seuls les groupes de travail sur les composantes "GIRE", "accès à l'eau potable et assainissement" et "financement" se réunissent régulièrement.

On peut donc affirmer qu'il existe des organes de pilotage de la mise en œuvre de l'initiative quand bien même **il est nécessaire aujourd'hui de faire un bilan pour mieux les recadrer en vue d'une plus grande efficacité.**

On déplore néanmoins du côté africain, la non prise en compte financière de l'appui à nos instances de fonctionnement (rencontres TAC et CoEx) dans le processus de pilotage de cette initiative.

Par ailleurs, on a l'habitude de dire que "l'argent est le nerf de la guerre" ! **les procédures de mise à disposition des financements par l'UE sont très complexes et trop longues et ne permettent pas des réalisations dans des délais raisonnables pour les bénéficiaires !**

Pour **CONCLURE**, considérant les expériences positives et négatives enregistrées, on peut formuler les suggestions suivantes :

- i) procéder à une évaluation commune (UE-AMCOW) avant fin 2005 de ce partenariat ; ainsi, toutes les corrections à apporter au processus pour mieux répondre aux besoins des africains et pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre, pourront se faire ;
- ii) spécifiquement, les longues procédures de financement de l'UE méritent sérieusement, pour la réussite de cette Initiative, d'être examinées dans le sens de leur allègement et raccourcissement par la Commission Européenne (l'indicateur « *délai de mise en œuvre des financements* » ne doit-il pas être pris en compte désormais dans les évaluations ?).

Tels sont les éléments de notre appréciation actuelle du partenariat UE-Afrique.